

Des organisations sociales et des mouvements d'organisations de base se réunissant sur l'appellation « BACK-UP Haïti » ont dénoncé l'attitude de certains leaders politiques qui, disent-ils, cherchent déjà à fragiliser ou conditionner la crédibilité du CEP au rejet de la candidature des personnes qui veulent servir leur pays.

« Si toutes les conditions sont réunies selon la loi, pourquoi des leaders malintentionnés veulent créer un scandale autour de la candidature d'une personne qui veut servir son pays pour une question de double nationalité », a déclaré Ralph Emmanuel, trésorier de BACK UP Haïti.

Selon M. Emmanuel, le problème d'Haïti, aujourd'hui ne doit pas se résumer à une question de double nationalité qui ne peut être prouvée, car, dit-il, cela fait 25 ans depuis que le peuple souffre en ce sens.

BACKUP Invite la population à aller aux élections pour choisir des personnes pouvant voter de bonnes lois en faveur du pays.

« C'est la Constitution qui garantit à un citoyen le droit d'être candidat et c'est le BCED qui le déclare éligible, il faut donc accorder à ce citoyen la chance de servir son pays », ont scandé les membres de BACK-UP Haïti invitant la population à être vigilant afin d'empêcher au « politiciens traditionnels » de détruire les personnes qui veulent servir le pays.